

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WESTFALEN FRANCE

Parc d'activité Belle Fontaine
57780 Rosselange

Références : ROSSELANGE_WESTFALEN_2026-03-27_RAPVI-AN-DETECTION-GAZ_CP_02738
Code AIOT : 0006208342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement WESTFALEN FRANCE implanté Parc d'activité Belle Fontaine 57780 Rosselange. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et de l'action nationale 2026 sur les dispositifs de détection des gaz, notamment ceux des sites Seveso classés au titre de la rubrique 4735 (ammoniac).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WESTFALEN FRANCE

- Parc d'activité Belle Fontaine 57780 Rosselange
- Code AIOT : 0006208342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société WESTFALEN FRANCE est autorisée par arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-295 du 16 décembre 2016 modifié à exploiter un site de stockage de bouteilles de divers gaz. Le site est classé Seveso seuil bas.

Pour sa rubrique 4735-2b, le site est notamment soumis à l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 GAZ - Certificat de conformité
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks en ammoniac	Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, article 1.2.1 partiel	Sans objet
2	Implantation - ammoniac (récipient de capacité inférieure ou égale à 50kg)	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.1.1 de l'annexe I	Sans objet
3	Ammoniac – Aménagement et organisation des zones de stockage	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.12.1 partiel de l'annexe I	Sans objet
4	Détection Ammoniac – implantation	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1.I partiel de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points contrôlés n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées (l'inspection).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks en ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, article 1.2.1 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité rubriques 4735
Prescription contrôlée :
1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique des nomenclatures « Installations Classées » et « Loi sur l'eau »

Tableau non reproduit [...] cf annexe confidentielle
Constats : Vu l'état des stocks de l'exploitant, l'inspection a constaté que les capacités maximales autorisées étaient respectées le jour de la visite. Le présent constat est détaillé en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation - ammoniac (récipient de capacité inférieure ou égale à 50kg)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.1.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage d'ammoniac
Prescription contrôlée : L'installation est implantée à une distance : - d'au moins 8 mètres des limites « du site » si le stockage est situé dans un local ou enceinte fermé ; - dans les autres cas, d'au moins 15 mètres des limites « du site ».
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le secteur de stockage d'ammoniac de petites et de grandes capacités est : - identifié par un marquage au sol, - situé en partie centrale du site, en extérieur, - à une distance estimée nettement supérieure à 15 mètres des limites du site (environ 50 mètres de la limite la plus proche).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ammoniac – Aménagement et organisation des zones de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.12.1 partiel de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage d'ammoniac
Prescription contrôlée : Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients d'ammoniac en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. « Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg, les robinets sont en position fermée et chaque récipient possède en permanence son capot de protection des robinets. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté sur les 45 bouteilles d'ammoniac stockées situées dans la

<p>zone identifiée par un marquage au sol ainsi que celle à l'isolement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un stockage vertical, robinet vers le haut, à l'intérieur d'un panier métallique visant à éviter les chutes (maximum 5 bouteilles par panier), - la présence d'un capot de protection vissé. <p>L'exploitant prévoit aux chapitres 4.1 à 4.4 de sa procédure de tri des emballages, réf.WGF-09-PRO1024 v2, les différentes étapes de contrôle des bouteilles incluant notamment le contrôle de la présence de capot de protection et les modalités de rangement dans les paniers métalliques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Détection Ammoniac – implantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1.I partiel de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – implantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Prescriptions spécifiques au stockage ou à l'emploi de récipients (hors installations de réfrigération)</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation visées au point 4.1 présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Ces parties de l'installation sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les contenants d'ammoniac sont stockés en extérieur, il n'est donc pas possible de mettre en place des détecteurs.</p> <p>Cependant, l'exploitant déclare qu'un contrôle de l'étanchéité des contenants est réalisé selon les modalités formalisées dans sa procédure nommée "PROCEDURE DE MAITRISE DU PRODUIT NON-CONFORME ET AMELIORATION CONTINUE _ MESURES CORRECTIVES ET PREVENTIVES" (réf. WGF-02-PRO1600 v5) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par son fournisseur : chapitre 9 du document précité ; - par un contrôle visuel de ses agents : chapitres 5.1 et 8 du document précité. <p>Sans observation de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>